

Selon un chiffre officiel, le bilan de la répression fut de 89 000 victimes.

Cela dut paraître d'ailleurs insuffisant à l'administration coloniale, qui afin de désarmer toute opposition légale, monta une provocation contre le M.D.R.M. et ses dirigeants qu'elle fit emprisonner. A la suite d'un procès dont la régularité fut des plus douteuses, furent condamnés à mort, les deux députés Raseta et Ravoahangy. Ils furent sauvés de l'exécution par la mobilisation de l'opinion publique métropolitaine, pour laquelle Madagascar était devenu « l'île des aveux spontanés », selon l'expression de *La Vérité*. L'impérialisme français avait cependant atteint son but car le mouvement nationaliste malgache était décapité et ne devait plus inquiéter la domination coloniale.

II. L'INDOCHINE VERS LA REVOLUTION

La manière forte avait pu résoudre pour un temps les problèmes en Algérie et à Madagascar. Mais en Indochine l'impérialisme français s'enlisait dans une réalité qui s'appelait guerre coloniale ; sa réponse fut l'envoi d'un corps expéditionnaire pour enrayer la révolution en marche, ce qui traduisait de façon éclatante l'échec de l'Union française. On se rappelle que l'administration française avait été balayée en mars 1945 par l'avance japonaise. Mais l'effondrement japonais en août 1945 avait été mis à profit par le Viet-Minh pour déclencher l'insurrection générale : « la révolution d'août » éliminant le pouvoir militaire japonais et les restes de l'administration de l'Empire. L'aboutissement fut la proclamation, le 2 septembre 1945, sous l'impulsion d'Ho Chi Minh, de la république démocratique du Viet-Nam et la restauration de l'indépendance vietnamienne après quatre-vingt ans d'occupation étrangère. La France, en dépit des positions douteuses de certains alliés (particulièrement la Grande-Bretagne), entendait reprendre sa domination au plus vite sur la totalité de son empire colonial. Dès le mois de septembre, les troupes françaises réoccupaient Saigon et la Cochinchine sous la direction de l'amiral d'Argenlieu, le « moine soldat » nommé haut commissaire en Indochine. Au nord, les Vietnamiens devaient faire face aux visées de la Chine de Tchang-Kaï-Chek. Les premières actions armées éclataient.

Le P.C.I. engageait aussitôt l'action, *La Vérité* du 4 octobre 1945 titrait : « Solidarité totale avec le peuple indochinois en lutte contre l'impérialisme français. Vive l'Indochine libre et indépendante. » Il appelait à une action de classe pour arrêter la guerre ; *La Vérité* du 9 novembre apportait des précisions sur les « Oradours » au Vietnam et remarquait « sans doute n'avions-nous pas compris la présence civilisatrice ».

La situation précaire de la R.D.V. amena son gouvernement à passer un compromis avec la France, en mars 1946 des accords furent signés entre Leclerc et Ho Chi Minh reconnaissant la république du Vietnam Etat libre associé, faisant partie de la Fédération Indochinoise dans l'Union française. *La Vérité* mettait en garde contre les accords signés, les formules trompeuses de l'Union française qui permettaient le débarquement

du matériel et de troupes ; elle notait que : « Le massacre continue en Indochine : la répression n'a pas cessé en France ! Au secours du Vietnam ! Retrait immédiat du corps expéditionnaire ! » (numéro du 3 mai 1946).

L'amiral D'Argenlieu, défendant les intérêts des gros planteurs, favorisait la proclamation en juin 1946 d'une république de Cochinchine. Pendant l'été (du 6 juillet au 14 septembre) se déroula la conférence de Fontainebleau avec Ho Chi Minh, elle se termina par la constatation de l'impossibilité d'une base d'accord. Le climat n'y était d'ailleurs pas favorable, du fait de la politique colonialiste du M.R.P. et de la campagne de presse organisée contre « la politique d'abandon » à l'instigation du « moine soldat » et des milieux coloniaux.

Très rapidement la politique de compromis prit fin, ouvrant la voie à la reconquête militaire. Les chefs militaires français désiraient donner une « dure leçon » aux Vietnamiens : le 23 novembre ils firent attaquer la ville de Haïphong avec l'aide de l'artillerie du croiseur *Suffren*, faisant plus de 6 000 morts. Le 19 décembre, dans des conditions encore mal éclaircies, des éléments vietnamiens attaquaient les quartiers européens d'Hanoi, tuant plusieurs dizaines de personnes et enlevant deux cents otages. La rupture était consommée, la guérilla s'étendit à l'ensemble du pays, le gouvernement Ho Chi Minh prit le maquis. Pour l'opinion publique métropolitaine la guerre commençait réellement.

Le P.C.I. dénonçait alors violemment la provocation de Haïphong ; en décembre il organisait un meeting de protestation à la salle Wagram, qui fut interdit par le ministre « socialiste » de l'Intérieur E. Depreux. Passant outre l'interdiction, les militants du P.C.I. se rassemblèrent ils furent alors violemment matraqués par la police, trois d'entre eux furent blessés ; *La Vérité* fut poursuivie. Les Jeunesses communistes internationalistes se trouvaient à l'avant-garde de la lutte contre la guerre (voir Document n° 2). Malgré la répression, certes moins sanglante qu'en Indochine, le P.C.I. intensifiait sa campagne de soutien à la révolution indochinoise en marche rappelant que « les prolétaires français et du monde entier doivent comprendre que leur rôle est décisif, nécessaire et suffisant pour assurer la victoire des opprimés d'Indochine ».

« En particulier les dockers et les marins soutenus par l'ensemble de la classe ouvrière doivent organiser et internationaliser le boycott de l'expédition impérialiste française en Indochine pour imposer :

« La cessation immédiate des hostilités.

Le retrait des troupes françaises de toute l'Indochine.

La reconnaissance de l'indépendance totale du Viet-Nam. »

(R. DASSAC, *Quatrième Internationale*, janvier 1947.)

L'organisation de la lutte fit l'objet d'une résolution du Comité central de février 1947 (voir Document n° 3), l'axe fondamental étant la défaite de l'impérialisme et la victoire des peuples colonisés, cependant « cette lutte ne signifie nullement le silence ou la complicité à l'égard des partis nationalistes (que nous soutenons quand ils luttent contre l'impérialisme), ni des trahisons et des crises contre-révolutionnaires du stalinisme aux colonies » (*Bulletin intérieur*, n° 46).